NPA L'étincelle
NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE
Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste révolutionnaire

Centre hospitalier
Saint-Denis

Lundi 4 avril 2022

Parce que « nos vies valent plus que leurs profits »,

Votez et faites voter pour Philippe Poutou !

Le président-banquier, ce fossoyeur de l'hôpital qui refuse de lever les brevets sur les vaccins, qui n'a toujours pas pris une seule sanction contre les patrons d'Ehpad, qui a permis l'enrichissement record des milliardaires pendant la pandémie et maintenant la guerre, termine sa campagne en volant le slogan du candidat-ouvrier, Philippe Poutou : « Nos vies valent plus que leurs profits ».

« Décidément, ces gens osent tout, c'est même à ça qu'on les reconnaît » a ironisé Philippe Poutou.

Voter Philippe Poutou, c'est sanctionner Macron et son système au service des riches

Car le programme de Macron est explicite : retraite à 65 ans et apprentissage dès 12 ans, avec des semaines de 45 heures pour les jeunes et le travail gratuit imposé aux bénéficiaires du RSA. Sa stratégie, on la subit depuis cinq ans : milliards aux patrons, austérité pour les autres et matraque pour les manifestants.

L'heure est à s'organiser pour reprendre ce que les riches nous ont volé en nous faisant travailler toujours plus sous la menace du chômage ou en prenant directement dans notre portefeuille avec l'inflation.

Il n'y a pas que l'essence, tout augmente, sauf nos salaires ! En rassemblant ses forces, le monde du travail pourrait imposer 400 euros d'augmentation par mois, l'indexation des salaires sur l'inflation réelle, l'interdiction des licenciements et la réduction du temps de travail sans perte de rémunération jusqu'à l'extinction du chômage.

Voter Philippe Poutou, c'est rejeter le racisme, le nationalisme, le militarisme et la guerre

Répression du mouvement social et impunité policière, attitude criminelle face aux migrants : dans sa guerre sociale contre le monde du travail, Macron emprunte les idées de Le Pen. Car la démagogie raciste décomplexée de la candidate d'extrême droite (ou de son clone Zemmour) n'est qu'une arme au service de la baisse des salaires et de la destruction des conditions de travail. Diviser les travailleurs pour mieux régner, c'est le rêve des patrons !

Nous voyons où ces logiques peuvent mener : à la guerre. La barbarie d'un Poutine contre les Ukrainiens et sa dictature contre sa population, sont le résultat à la fois d'un capitalisme russe débridé et des idéologies nationalistes de l'extrême droite.

À l'opposé, notre camp, le camp des travailleurs, métissé comme jamais, est porteur d'un monde solidaire, d'ouverture des frontières, d'accueil des migrants, du refus de l'embrigadement derrière les nationalismes, contre la guerre.

Voter Philippe Poutou, c'est affirmer que les luttes du monde du travail peuvent changer le monde

Face au deuxième tour annoncé entre le banquier et la raciste, certains sont tentés par un « vote utile » que serait celui pour le candidat de gauche le mieux placé. Même si celui-ci (en l'occurrence Mélenchon) avait la moindre chance d'être au second tour, voire de l'emporter, on connait d'avance la suite. Il fait quelques promesses en se gardant bien d'expliquer comment il compte les réaliser. Il désarme d'avance ses électeurs en prétendant que voter pour lui permettrait « d'économiser des kilomètres de manifestation ».

« Votez pour moi, je ferai », on l'a tant entendu, si souvent essayé. Quel que soit le futur locataire de l'Élysée, le véritable pouvoir restera entre les mains d'une poignée de riches, qui font ce qu'ils veulent parce qu'ils possèdent l'économie. Seul un rapport de force par en bas pourra leur arracher des concessions en prenant sur leurs fortunes et bénéfices. Seul un mouvement d'ensemble pourrait les exproprier, leur enlever le pouvoir, pour une économie dégagée des lois du profit, sous le contrôle de la population et des travailleurs, qui assure un niveau de vie satisfaisant tout en faisant attention à la nature.

Le seul geste utile dans cette élection présidentielle, c'est de dire ce que nous pensons. C'est montrer que nous sommes nombreux à préparer les prochaines luttes. C'est voter pour l'un des nôtres, un travailleur !

On ferme les yeux ? Et notre gueule ?

L'Inspection générale des finances « confirme les économies réalisées par le groupe Orpea grâce à l'argent public ». Le groupe augmente ses bénéfices en embauchant moins de soignants que ce que lui permettent les dotations publiques. Côté soins et vie quotidienne, « le respect de l'hygiène, le temps de toilette, la surveillance des escarres, la prévention des chutes sont altérés par le manque de temps des personnels » et des « carences dans les menus, jugés trop peu copieux » sont pointées. Le groupe Orpea a dégagé un « excédent de 20 millions d'euros » grâce à sa « sous-consommation des crédits publics versés par les Agences régionales de santé et les Conseils départementaux ».

Ce fonctionnement de vautour, c'est celui de tous les grands groupes, à nos dépens ! Les riches sont riches parce qu'ils volent l'argent public, pillent les services publics et nous exploitent !

Argent public pour les services publics ?

La phrase sonne presque comme une blague ! Pour preuve, dernièrement, le Conseil départemental du 93 a refusé la demande d'une rallonge de budget pour augmenter le nombre de postes en Unités de soins longue durée gériatriques dans le cadre d'une augmentation des surfaces (plus 24 chambres, avec le même nombre de résidents). La direction de l'hosto avait consenti à demander quelques postes supplémentaires, même si moins que ce que les collègues jugent nécessaire...

Les charognards comme Orpea sucent la moelle de nos vieux pour leurs profits, mais les dotations publiques ne les chouchoutent pas non plus : il ne fait pas bon vieillir dans la société actuelle.

On ne va pas se taire car nous défendons l'intérêt commun : une bientraitance des résidents, de leur famille et de nous-mêmes ! Ça, c'est l'union que nous défendons, une union lutte de classe !

Le Sénat découvre la grande misère des hôpitaux ?

À l'été 2020, Olivier Véran avait promis la création de 15 000 postes et le déblocage d'une enveloppe de 8,2 milliards d'euros par an. Un rapport d'enquête du Sénat dénonce un « saupoudrage de mesures » entre 2020 et 2022, « rien qu'à l'AP-HP, pas moins de 1 400 postes d'infirmiers sont vacants. C'est 1 000 de plus qu'en octobre 2019 », il pointe la faible attractivité des métiers de santé publique, provoquée par « des conditions de travail dégradées ». Mais, si Macron est réélu, tout va s'arranger au cours du prochain quinquennat ! Tssssss...

« Leurs vies valent plus que tous leurs profits », dans la bouche de Macron on peine à y croire

Macron plagie Poutou, en déclarant, à propos des résidents des EHPAD, « leurs vies valent plus que tous leurs profits », et ajoutant « je ne me résoudrai jamais à ce qu'on puisse faire des économies sur les Français les plus précaires, les plus modestes ».

C'est pourtant à ça qu'ont contribué les différentes réformes de son quinquennat, dont la réforme de l'assurance chômage en 2021, qui devrait entraîner la baisse de 20 à 50% du montant des indemnités pour près de 40% des allocataires, et à faire économiser du capital aux plus riches, en supprimant dès 2018 l'impôt sur les grandes fortunes.

Qui a dit « pognon de dingue » ?

Le cabinet privé McKinsey, auquel fait souvent appel l'État français, a notamment touché près d'un million d'euros pour un rapport sur les retraites en 2019 et plus de dix millions pour sa participation à la campagne de vaccination contre le Covid-19. Mais McKinsey n'aurait pas payé d'impôt sur les sociétés depuis dix ans, malgré un chiffre d'affaires de plus de 300 millions d'euros en 2020. Contrats juteux d'un côté, ristournes fiscales de l'autre… L'État français est aux petits soins avec les capitalistes.

Retraites : l'union sur un mensonge

L'urgence de réformer le système des retraites est mise en avant par plusieurs candidats de droite, de Macron à Zemmour en passant par Pécresse, qui proposent tous de la porter à 64 ans, voire à 65 ans. Pourtant, même le Conseil d'orientation des retraites explique que la situation financière actuelle des différents régimes n'est pas si mauvaise.

Aucune « urgence économique » même sans prendre dans les caisses du patronat ! La soi-disant nécessité de travailler plus longtemps car il n'y aurait pas d'argent (...!) est uniquement destinée à justifier une régression sociale.

Partage du travail, et retour à la retraite à 60 ans !

Grève chez Gibert Joseph : première victoire

Après neuf années de gel des salaires, plus de 50 des 190 travailleurs de Gibert Joseph Paris ont débrayé mercredi 23 mars. Des salariés de la Fnac Saint-Lazare, en lutte depuis plusieurs mois pour réclamer des augmentations de salaire, sont là pour apporter leur soutien. Les grévistes réclament au moins 500 euros de prime Macron et le paiement des jours de grève. Sur le piquet, on discute aussi d'au moins 4% d'augmentation sur les salaires, le minimum pour rattraper l'inflation. La direction a partiellement cédé en accordant le paiement des jours de grève et 250 euros de prime. Une première victoire pour les grévistes ! Mais sur le piquet, on ne compte pas s'arrêter là. La négociation sur les salaires aura lieu le 12 avril. « Et le 12, vous verrez, on sera en grève ! » lance un libraire.